

Le Forfait Internet conçu pour toi!
Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.

Ça c'est moi!
*909*14

1. Connexion 4G/LTE
2. Téléchargement 1 Go d'avis de loi
3. Téléchargement 100 Mo de musique
4. Téléchargement 1 Go de vidéos

Orange

Prix: 250 Fcfa

d'A Vision d'AFRIQUE

Hédomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités

N° 342 du 29 / 11 / 2022

Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de réduire le temps d'arrêt au péage

Ceci est un message de la SAFER

La cour de justice de la CEDEAO lève la suspension du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée devant elle

Les citoyens desdits pays peuvent de nouveau saisir la cour

P.6



Projet de gestion des forêts de mangrove du Sénégal au Bénin

Le 3ème Comité de Pilotage en conclave à Lomé

P.2

Que comprendre de la réglementation, étendue des garanties et procédures d'indemnisation

M. Assignon Koffi Masé, directeur par intérim de l'assurance donne les recettes

P.5

Construire la finance africaine

Le Président Faure Gnassingbé appelle à amplifier le partenariat public privé

P.3

● L'Africa financial industry summit lève le voile sur l'ambigu sujet du trading



C'est Réparti!

30 Nov - 17 Dec 2022

Foire International de LOME

Foire de toutes les opportunités

THÈME: COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19

1000 EXPOSANTS

350 000 VISITEURS

50 000 M² D'ESPACE

QR CODE

ENTRÉE LOME: +228 91 28 20 73 / 06 90 18 20

www.aitf.lg

Trafic d'espèces protégées : trois trafiquants d'ivoire arrêtés puis déferés

Trois présumés trafiquants arrêtés en flagrant délit de détention, de circulation et de commercialisation illégale de deux grosses défenses d'éléphant le 12 novembre 2022, dans un quartier périphérique de la capitale, ont été déferés à la prison civile de Lomé, le 17 novembre 2022. L'arrestation a été possible grâce aux agents de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite de Drogue et du Blanchiment (OCRTIDB) appuyés par le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec EAGLE-Togo.

Une fois arrêtés, les nommés Daniel AKAKPO, François ADAWOU, et Mathias ASSAMBI, sont d'abord mis en garde à vue à l'OCRTIDB, avant d'être déferés à la prison civile de Lomé, après avoir reconnu les faits à eux reprochés devant le procureur. Ils encourrent une peine de prison allant d'un à cinq ans et d'une amende d'un (01) million à cinquante (50) millions de Francs CFA.

Les présumés trafiquants, tous de nationalité béninoise,

sachant que leur activité de commercialisation de pièces d'espèces en voie d'extinction est délictuelle, ont, pour la transaction, minutieusement emballées les deux grosses défenses d'éléphants dans un sac, avant de les mettre dans une grosse valise.

La lutte contre le braconnage des éléphants fait généralement partie des compétences des autorités qui ont d'une part, ratifié des textes nationaux et internationaux sur la protection des espèces protégées, et ont ensuite, mis en place des services en charge de la protection de la faune et de la flore sauvages, afin de lutter efficacement contre le commerce international d'ivoire.

Selon le coordinateur national par intérim d'EAGLE-TOGO, le Togo continue d'être pris par les trafiquants comme une terre de paradis pour le trafic international des produits d'espèce fauniques. « Pour une riposte efficace, il revient à tout acteur impliqué dans la lutte contre la criminalité faunique de redoubler de vigilance et de ne laisser

passer aucune tentative de commission de tels actes qui sont sources de déstabilisation des Etats », a-t-il ajouté.

Le commerce illégal d'ivoire est la troisième forme de trafic la plus rentable après le trafic de stupéfiants et d'armes. Il est alimenté par la demande en Asie et au Moyen-Orient, où les défenses d'éléphants sont utilisées dans la médecine traditionnelle et en ornementation.

Le braconnage des éléphants et le trafic international d'ivoire mettent en péril l'existence de cette espèce animale remarquable. Du point de vue écologique, la disparition massive des éléphants modifie la dynamique écologique, change la composition des espèces et a des répercussions sur les pratiques d'élevage dans des zones très vastes. Parmi les grands mammifères d'Afrique, les éléphants sont les plus menacés d'extinction à cause de l'action humaine et deux phénomènes en particulier : la déforestation massive et le braconnage. Pourtant, les



répercussions socio-économiques sont significatives car les éléphants constituent un formidable atout touristique dans de nombreux pays africains où le tourisme est un des premiers secteurs qui contribuent au produit intérieur brut. (EAGLE-Togo)

Projet de gestion des forêts de mangrove du Sénégal au Bénin

Le 3ème Comité de Pilotage en conclave à Lomé

Les représentants de différents ministères en charge des questions environnementales, des institutions et des experts sont en conclave à Lomé dans le cadre du 3ème comité de pilotage du projet de gestion des forêts de mangrove du Sénégal au Bénin (PAPBio C1-Mangrove). C'est la première

des ressources forestières Dr Amah Atutonu amali, Epouse Kueviako qui a ouvert les travaux en présence de M. Aliou Faye, Directeur régional du programme Afrique Centrale et occidentale de l'UICN et de M. Baptiste Bobilier, chargé de programme environnement, biodiversité et climat



rencontre post crise sanitaire a pour objectif d'analyser le chemin parcouru, examiner l'état d'exécution du projet et d'apprécier la mise en œuvre des recommandations passées et évaluer les résultats obtenus afin de donner des orientations nécessaires pour l'atteinte des objectifs du projet. C'est la Directrice

, section coopération de la Délégation de l'Union Européenne en République du Sénégal.

Selon Dr Atutonu, le Togo, à l'instar de plusieurs pays de la Côte d'Afrique de l'Ouest, est confronté au problème d'érosion des écosystèmes de mangroves, aggravant le phénomène de déforestation et les effets néfastes des changements

climatiques en compromettant ainsi la satisfaction des divers besoins des communautés riveraines et la survie des espèces animales et végétales qui y sont inféodés. Un intérêt nourrit et une ambition exprimée qui justifie l'adhésion du Togo à la Coalition de la Haute Ambition pour la Nature et les Peuples, partageant ainsi des positions communes comme celle du projet régional Mangrove. Après un démarrage difficile et des difficultés en cours de route, le projet régional Mangroves est désormais rentré dans sa phase de croisière et délivre enfin des effets positifs, au plus près des populations.

Ce projet qui cible 9 pays côtiers d'Afrique de

l'Ouest est géré au quotidien par la Délégation de l'Union européenne à Dakar, ville qui abrite également le siège régional de l'UICN.

Selon Baptiste Bobilier, l'agenda environnemental est très chargé ses derniers temps et est l'occasion pour moi de rappeler que ces enjeux climatiques et de biodiversité sont des questions fondamentales et des priorités centrales pour l'Union européenne, qui a-t-il rappeler s'est fixé l'objectif et se donne les moyens d'être le premier continent neutre en carbone à l'horizon 2050. Il a rajouté que la mise en place d'un nouveau mécanisme financier pour traiter cette question cruciale est une avancée

importante qui va dans le sens de la justice climatique que nous défendons ardemment.

Dans un contexte d'urgence climatique, et d'érosion sans précédent de la biodiversité, nos responsabilités sont lourdes et l'échec n'est pas permis.

En effet, des projets tels que celui que nous discutons aujourd'hui font partie de la solution, et doivent délivrer des résultats tangibles et durables.

M. Aliou Faye a pour sa part dit toute son admiration pour cette première rencontre post Covid-19 qui a permis de regrouper tous les autres pays qui ont rejoint le projet.

Construire la finance africaine

Le Président Faure Gnassingbé invite à intensifier le partenariat public privé

● L'Africa financial industry summit lève le voile sur l'ambigu sujet du trading

Le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, s'est dit convaincu que l'avenir de la finance africaine se construira à partir de la collaboration entre les gouvernements et le secteur financier, à l'ouverture le lundi 28 novembre à Lomé, de l'édition 2022 de l'Africa financial industry summit (AFIS), une plateforme visant à favoriser l'émergence d'un secteur panafricain des services financiers.



Ces assises de deux jours portent sur le thème : « Durable, sans frontière et digitale-Transformer la finance à l'âge de la disruption ». À travers des conférences, des tables-rondes et des ateliers, les acteurs du secteur financier africain discuteront de plusieurs thématiques d'actualité, notamment le financement agricole, l'interconnexion des marchés boursiers, l'intégration des paiements, l'inflation, l'inclusion, les infrastructures, la digitalisation des banques et les crypto-monnaies. Ils échangeront également sur la relance économique du continent à travers le développement d'une

industrie financière compétitive, innovante, inclusive et durable.

Pour le chef de l'Etat, ce forum est « une belle occasion pour penser l'avenir de la finance africaine ». D'après lui, « sans le secteur privé, le système financier perdrait sa raison d'être, car le rôle du banquier n'est pas seulement le financement, mais le financement de bons pr

ojets ». Après deux ans de crise continue, poursuit le président de la République, l'Etat doit épauler le secteur financier dans sa mission parce que « notre succès commun dépend de la collaboration entre le pouvoir public et le système financier ».

Ce forum regroupe plus de 500 leaders de l'industrie de la finance africaine, notamment des dirigeants de banques et de compagnies d'assurances, des acteurs de la Fintech, boursiers et responsables d'institutions de développement.

« Après les deux jours de travaux, une feuille de route sera élaborée pour nous permettre d'accélérer radicalement l'essor du service financier et de faire du secteur, le moteur de transformation économique du continent », a déclaré le directeur du groupe Jeune Afrique media, Amir Ben Yahmed. Ces assises de Lomé, d'après M. Yahmed, présentent trois enjeux à savoir « l'influence, le



développement de nos grands groupes financiers africains et le financement, le nerf de la guerre qui a tendance à se raréfier par le temps qui court ». Il a évoqué également les avantages que présentent le marché commun, la Zlecaf et insisté sur l'engagement un dialogue public-privé pour construire une véritable Afrique des services financiers.

« Le secteur financier africain doit se mobiliser et les institutions financières peuvent être le moteur de résilience, de catalyseur de solutions face aux crises, permettant ainsi de soutenir la transformation du continent africain », a relevé le vice-président pour l'Afrique de International finance corporation (IFC), Sergio Pimenta. Pour lui, les domaines prioritaires pour le développement de l'industrie financière sont, entre autres, le soutien des Toutes petites et moyennes entreprises (TPME) et la création d'emploi, le financement du commerce et de l'action

climatique, la transformation numérique et le développement des marchés et capitaux africains.

Le Premier ministre, Victoire Sidémého Tomegah Dogbé, la présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tségan, des membres du gouvernement, le corps diplomatique, des autorités administratives, politiques, religieuses et traditionnelles ont assisté à la cérémonie d'ouverture.

La question du trading, un sujet grincheux au Togo a été abordé lors des premières conférences.

Cette rencontre est une initiative du groupe Jeune Afrique media avec le soutien de l'IFC (Groupe de la Banque mondiale). AFIS a pour objectif de construire une industrie financière robuste au service de l'économie réelle et du développement durable. Elle œuvre également à l'amélioration de l'inclusion financière et à l'émergence d'une véritable industrie panafricaine des services financiers.

Lutte contre le Djihadisme/ le Président Faure Gnassingbé s'engage activement à l'Initiative d'Accra

Vers le renforcement de l'opération Koudanglou

Les dirigeants des pays membres de l'Initiative d'Accra étaient réunis en sommet dans la capitale ghanéenne mardi 22 novembre. Cela pour renforcer la coopération dans la lutte antiterroriste. Étaient représentés le Bénin, Togo, Ghana, Burkina, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Nigeria, mais non pas le Mali, pays membre de l'initiative. Le Président du Conseil européen a été convié, un signe d'ouverture même si aucune décision importante n'a été annoncée à l'issue de ce sommet. Le président de la république du Togo M.Faure Essozimna Gnassingbé présent à ce sommet réaffirme son engagement à lutter contre le Djihadisme dans l'espace CEDEAO. Il est annoncé le renforcement de l'opération Koudanglou.

Discrètement lancée en 2017 par les pays du golfe de Guinée pour tenter d'endiguer la progression des groupes jihadistes vers le Sud, l'Initiative d'Accra s'est depuis ouvert au Mali et au Niger et vient d'accueillir le Nigeria comme observateur. Les pays membres ont, semble-t-il, la volonté d'ouvrir cette initiative à des bailleurs internationaux. Cela résulte certainement d'une prise de conscience que pour être plus efficace, l'initiative a besoin de moyens techniques supplémentaires et de financements extérieurs, avance une chercheuse ouest-africaine.

Signe de l'intérêt de l'Union européenne, Charles Michel, le président du Conseil européen, a fait le déplacement à ce sommet. Tout comme le ministre

britannique de la Défense. Mais pour parvenir à créer un appétit chez les bailleurs, les pays membres vont sans doute devoir institutionnaliser cette initiative et accepter de probablement perdre en autonomie, ce qui n'est pas évident.

Car, toujours selon cette même chercheuse ouest-africaine, les pays fondateurs avaient initialement l'ambition de créer une structure discrète, légère, avec des ressources propres. Bref, de faire l'inverse de ce qui avait été fait pour le G5 Sahel. Or, si l'Initiative d'Accra a engrangé quelques succès, elle n'a pas vraiment décollé et semble aujourd'hui un peu à la croisée des chemins. En clair, si elle veut grandir, elle doit s'ouvrir. Ce qui pourrait à terme changer sa

nature. Ce forum sécuritaire a aujourd'hui une triple mission : le partage de renseignements, la formation des personnels ainsi que la mise sur pied d'opérations militaires conjointes transfrontalières. Des opérations qui ne sont pas directement dirigées contre les groupes jihadistes, mais contre leurs chaînes d'approvisionnement et de financement.

Or, à en croire plusieurs spécialistes, parmi les hypothèses sur la table, il y aurait celle de créer une force conjointe. On notera d'ailleurs que l'Initiative s'est récemment dotée non seulement d'un secrétariat exécutif à Accra, mais aussi d'un état-major, basé à Tamalé, dans le nord du Ghana.

Aucune décision



importante, ni promesse de financement ni de soutien

Outre la présence du Président du Conseil de l'Union européenne Charles Michel, le sommet a reçu des « messages de solidarité » des Nations unies, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, des États-Unis, de l'Espagne, de la Norvège, des Pays-Bas et de la France.

Mais à ce stade, aucune promesse de financement ou de soutien quelconque. Le communiqué final note cependant que « l'idée d'organiser une conférence internationale sur l'Initiative d'Accra a été bien accueillie », et « prend note » de l'engagement de ses partenaires à soutenir l'Initiative d'Accra dans la

lutte contre le terrorisme dans la sous-région. Sous quelle forme et à quelle échéance, rien n'est tranché.

Le sommet a également été l'occasion de faire le point sur la mise en opération de la force conjointe multinationale qui sera chargée de conduire, principalement sur les zones frontalières, l'opération « Koudanglou renforcée ». Celle-ci est en préparation depuis déjà plusieurs mois et officiellement validée en avril dernier.

Les pays membres de l'Initiative d'Accra ont d'ailleurs réaffirmé leur engagement à mobiliser les ressources nécessaires pour rendre leur force conjointe opérationnelle d'ici un mois.

Décès de M. Patrick Lawson

Ce geste inspirant du président Faure révélé par Gilbert Bawara

Décédé le 23 octobre dernier, Patrick Lawson, ancien 1er vice-président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) sera inhumé le 26 novembre prochain. C'est le bureau national de l'ANC qui donne l'information.

Selon le programme communiqué, le 25 octobre, le regretté aura droit à des hommages du Bureau National et des militantes et militants de l'ANC au siège du parti à Lomé à Lomé-Bè Kamalodo.

Une veillée de prières et de chants est prévue le même jour au Mausolée Pa Augustino de Souza au quartier

Bènglato/Terrainvito à Lomé

Gilbert Bawara confesse qu'il appelait affectueusement le fils Patrick Junior « mon jeune petit-frère ». Une proximité et un respect mutuel qui ne signifiaient point une quelconque faiblesse dans la défense de leurs opinions, et de leurs convictions politiques différentes – pour ne pas dire opposées – mais plutôt une rencontre de deux esprits éclairés et civilisés

« Peut-être que le Président Faure m'en voudra ; et sans doute que son humilité et son

tempérament porté à la discrétion en souffriront. Mais comment ne pas rappeler ici la réaction spontanée, et immédiate qui fut la sienne, lorsqu'il fut porté à son attention l'état de santé très préoccupant de Patrick, et qu'il décida de dépêcher au chevet du malade son médecin personnel, puis fit prendre des dispositions diligentes pour son évacuation, et sa prise en charge convenable hors du pays », a-t-il révélé.

Polémique après la sortie de Bawara

Des révélations de Gilbert Bawara qui sont condamnées au niveau de



l'Alliance nationale pour le changement (ANC). Des responsables de la formation politique de Jean-Pierre Fabre pointent un « hommage empoisonné ».

Pour Francis Pedro Amuzun, membre de

l'équipe de communication de l'ANC, il s'agit d'un discours visant à salir le défunt et ensuite le parti politique. Il affirme que le défunt n'a jamais demandé d'aide, précisant que la prise en charge est une initiative du chef de l'État.

Le Gala de football du mouvement Alloledou dans le Vo a tenu toutes ses promesses

La deuxième activité organisée par le mouvement Alloledou Vo le week-end dernier comme nous l'annoncions dans nos précédentes publications, n'est rien d'autre que le Gala de football a tenu toutes ses promesses de mobilisation et était aussi riche que la première de la veille. Une mobilisation inhabituelle avec une effervescence à aucune autre pareille à la place publique du Vogon.

rassembleur.

Ces valeurs identitaire de la population de Vo ne peut être affecté sous aucune forme que ce soit nous a relaté Richard jeune lycéen de Vo koutimé. Ce gala de football qui a vu la confrontation des jeunes lycéens de 12 établissements scolaires a vu le lycée le lycée de Keta Akoda à la grande marche du podium. Ils ont tiré leurs épingles du jeu en enlevant le prix mis en



Cadres d'Alloledou, populations des 10 cantons, lycéens et les amoureux du football se sont retrouvés autour du cuir rond toute la journée du 27 novembre 2022. Il s'agit pour ceux-ci d'exprimer leur adhésion à la fraternité, le vivre ensemble, la cohésion nationale et consolider les relations de bon voisinage du peuple watchi de vo autour du football qui est l'un des symboles les plus

jeu. En battant leurs collègues du lycée de hahotoe dans les tirs au but.

Pour le parrain de ces différentes manifestations à l'agenda de ces deux prochaines semaines, Charles kokouvi GAFAN a fait remarquer que ce gala de football est motivé par le désir d'équiper les écoles de matériel sportif avant le démarrage du championnat universitaire et scolaires lancé le 25 novembre par le

ministre du sport et des loisirs Lidi Bessi Kama et surtout de détecter les talents pour constituer une équipe préfectorale dynamique et compétitive.

Charles Gafan, parrain du mouvement Alloledou salue la grande mobilisation de la préfecture de Vo autour du lancement du Grand Marathon Alloledou Vo

Le samedi 26 novembre 2022 la population togolaise était conviée à observer l'acte 3 de la journée nationale du sport. M. Charles Gafan, parrain du mouvement Alloledou Vo dans sa coutumière mobilisation de la population pour le succès des projets et programmes du gouvernement n'a pas

manqué à l'appel et lui une touche particulière en faisant d'une pierre deux coups. En effet, la ville de Vogon a connu lors de cette journée une ambiance inédite des grands jours. Le grand Marathon Alloledou à mobiliser une foule immense venue des différentes contrées de la préfecture de Vo pour prendre part à ce rendez-vous d'Alloledou qui promeut la cohésion nationale, la fraternité, le vivre ensemble tout en acceptant nos différences mais également répondre à l'acte 3 de la journée nationale du sport. Il était question de faire un jogging de reconnaissance du circuit de la finale. C'est la satisfaction

totale à estimer M. Charles Gafan parrain du Mouvement Alloledou lui-même en tête de peloton. "On était un peu plus de 1000 personnes à traverser les artères de la ville, nous sommes très confiant pour la suite". Le mouvement Alloledou travail à soutenir le courage, l'excellence, donner l'espoir là où règne le désespoir.

Les activités se poursuivent ce dimanche 27 novembre 2022 à la place des fêtes de Vogon avec le gala de football entre les lycées de Vo. Ce gala est précédé d'une grande caravane qui a sillonné la ville de Vogon ce matin comme l'atteste les images

Que comprendre de la réglementation, étendue des garanties et procédure d'indemnisation

M. Assignon Koffi Masé Elom directeur par intérim de l'assurance donne les recettes

La direction nationale des assurances a débuté le lundi 21 novembre 2022 un séminaire sur l'assurance facultés à Lomé. Il vise à faire connaître aux participants la réglementation en vigueur et les nouvelles évolutions réglementaires en la matière dans une logique de partage de bonnes pratiques pour une meilleure compréhension et gestion de l'assurance Faculté.

Compagnies et courtiers d'assurances, experts techniques et commissaires d'avaries, fonctionnaires des ministères chargés du commerce, des transports et de l'économie maritime, cadres de l'OTR, agréés en Douane, commissionnaires de transports, cadres du port, transports maritimes, manutentionnaires maritimes, consignataires

, chargeurs, syndicats des transporteurs et les opérateurs économiques sont le vivier qui participent à cet atelier séminaire qui prend fin le jeudi 23 novembre 2022 et qui s'inscrit dans le programme d'activité 2022 de la Direction.

Selon le Directeur national des assurances par intérim M. Assignon Koffi Masé Elom, l'organisation de ce séminaire est motivée par un constat alarmant. Alors que le volume des marchandises transportés en Asie, l'Europe et l'Amérique a chuté d'environ 30% depuis la crise financière de 2008, la tendance en Afrique est à la hausse, les opérateurs portuaires de transbordement des marchandises ayant globalement augmenté dans

le même temps. Face à ce constat, il s'avère nécessaire de remettre à niveau les techniciens de l'assurance sur certaines spécificités impérieuses qui imposent bien évidemment la maîtrise des risques qui y sont corrélatifs et illustrent l'importance de l'assurance maritime. Il s'agit notamment du droit maritime, du transport maritime résultant bien évidemment du régime de la cargaison qui fait objet de la transaction.

Le séminaire est animé par M. Goubiaby Paul-Nestor, spécialiste Sénégalais, M. Kpogan Yawo Michel, expert en droit Maritime et M. Adama-Tassah ont animé ce séminaire sur des thèmes variés et importants les uns que les autres et qui visent à remettre à niveau les techniciens de



l'assurance, la couverture des risques, le processus d'indemnisation. Il était question d'apporter une réponse plus précise aux besoins des chargeurs ; la revue des risques et des couvertures possibles en vue de mieux cerner les besoins des clients. Il a abordé la problématique de l'obligation d'assurances des facultés ; les différents acteurs doivent savoir que l'assurance des

facultés est une assurance obligatoire au Togo.

Il est à noter que le respect de l'obligation d'assurance Faculté en vigueur au Togo passe forcément par une appropriation des besoins des chargeurs, des garanties offertes par les assureurs ainsi que les prestations qu'ils promettent à la souscription des contrats d'assurance Faculté.

Togo/ Les 48 délégués-pays élus officiellement installés

Le ministre des Affaires étrangères de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, Prof. Robert Dussey a renvoyé le 23 novembre à Lomé, les 48 délégués-pays du Haut conseil des togolais de l'extérieur (HCTE) dans l'exercice de leur fonction mandat 2022-2025, au cours du Forum HCTE-Réussites diaspora.

Ces 48 délégués-pays installés, ont été élus à l'issue des scrutins du 23 septembre au 03 octobre dernier organisé par la commission électorale indépendante du HCTE des 5 continents. L'objectif est d'investir officiellement ces délégués et les confier

solennellement leur mission pour des résultats plus probants.

Le ministre Dussey a expliqué l'importance de la contribution de la diaspora pour le développement du Togo qui est supérieur à l'aide extérieure apportée au Togo. Vous êtes des personnes très actives et vous constitués une région entière du développement du Togo, a-t-il dit. Pour le ministre « la diaspora constitue un potentiel économique et social donc à chaque fois que nous avons l'occasion, il est nécessaire de le saisir afin de vous montrer combien de fois êtes important pour le Togo ». M. Robert a invité tous les



togolais de l'extérieur à se mobiliser autour des projets d'intérêt commun, mais aussi par leur solidarité spontanée et agissante à l'égard de leurs compatriotes

en situation de détresse. Il a indiqué que le nombre de délégués-pays est passé de 77 à 48 en raison de 22 pour la zone Afrique, 5 pour la zone Amérique caraïbes, 7

pour celle de la zone Asie-Océanie et 14 pour la zone Europe. M. Robert a renouvelé l'engagement du gouvernement à leurs côtés dans leurs missions.

Le Niger a accueilli un double sommet consacré à l'industrialisation de l'Afrique et à la Zlecaf

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine se réunissent à Niamey ce vendredi pour deux sommets successifs. La capitale nigérienne accueille un premier rendez-vous consacré à l'industrialisation de l'Afrique et à la diversification économique, et un second à la Zlecaf, la Zone de libre-échange continentale africaine. Ces deux rendez-vous viennent conclure une semaine de travaux qui se sont tenus depuis dimanche dernier sur ces sujets.

Sur le plan continental, les deux sommets de l'Union africaine -auxquels plusieurs chefs d'État sont attendus- ont pour objectif et pour thème de « renouveler les engagements en faveur d'une

industrialisation et d'une diversification économique inclusives et durables ». « Nous ne produisons presque rien. Nous attendons tout de l'extérieur », a regretté Moussa Faki, président de la Commission de l'Union africaine. L'Afrique doit « prendre conscience de la nécessité de l'industrialisation du continent » et « accélérer l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale, la Zlecaf », entrée en vigueur le 1er janvier 2021.

« L'Afrique ne doit plus être un continent consommateur et pourvoyeur de matières premières, abonde le président nigérien Mohamed

Bazoum, hôte de l'événement, mais une puissance économique dotée d'industries à même de satisfaire ses propres besoins et d'exporter des produits finis. » Le Niger qui met les bouchées doubles pour se donner davantage de visibilité internationale.

La journée de ce vendredi est décomposée en deux temps : la matinée est consacrée au sommet sur l'industrialisation et l'après-midi à la rencontre de la Zlecaf dont l'objectif est la levée des tarifs douaniers ou du moins leur allègement d'au moins 90%. L'industrialisation de l'Afrique est une nécessité cruciale, mais l'idée est loin d'être nouvelle. Pour que ce



double sommet ne soit pas juste l'occasion de nouvelles grandes déclarations, des objectifs spécifiques ont été assignés : un nouveau cadre de politique continentale doit être décidé afin d'attirer davantage d'investissements ; les chaînes de valeurs industrielles régionales doivent être renforcées, -en

clair, des partenariats entre plusieurs pays doivent être conclus pour davantage de complémentarité dans la chaîne de fabrication des produits. Enfin, le sommet plaidera politiquement pour l'émergence d'un programme d'industrialisation de l'Afrique à l'échelle mondiale.

En prévision à la Journée Nationale de reconnaissance à dieu édition 2022

L'organisation amorcée Une prière intense à Dieu



Les Togolais s'apprêtent à observer le 11 décembre 2022 prochain, l'édition 2022 de la journée nationale de reconnaissance à Dieu (JNRD). Pour la réussite des objectifs dudit événement, le corps du Christ a observé d'intense prière à Dieu. Lancé le 21 novembre 2022 dernier, c'est le 27 novembre 2022 qu'a eu lieu l'apothéose de ces prières qui annoncent la JNRD édition 2022.

Pendant une semaine, le corps du Christ a imploré la grâce de Dieu pour la réussite potentielle de cette journée Axée sur le thème « Eternel, tourne ta face vers le Togo ».

Présent à cet apothéose, le

ministre Kodzo ADEDZE, président du groupe "Salut et Joie" a signifié que, "Dieu a accordé la grâce au togolais d'avoir les gouvernants qui adorent Dieu, qui placent leurs confiances en Dieu et qui posent des actions allant dans le sens du bien-être de sa population. Mais toute action humaine a des limites.

« Le corps du Christ au Togo a compris qu'il faut engager le Togo dans une dimension spirituelle, dans une dimension qui aide à la résolution d'un certain nombre de problèmes... Nous sommes venus cet après-midi pour présenter à Dieu nos prières de



repentance comme c'est le cas dans la bible, que Dieu ait pitié de nous, qu'il pardonne nos infirmités, nos fautes et ensuite, qu'il veille sur cette nation togolaise, qu'il la protège. C'est ce que nous venons de faire ensemble. Avec ce thème,

c'est un cri de cœur " Dieu, tourne ta face vers le Togo, notre pays", c'est ce que nous avons fait pour attirer la faveur de Dieu sur cette nation togolaise comme de grands hommes de Dieu dans le passé l'ont fait », a-t-il laissé entendre au sortir de

la prière.

Il a par la même occasion, appelé les Togolais à faire massivement le déplacement du stade municipal de Lomé le 11 décembre 2022, pour la 10^e édition de la Journée Nationale de reconnaissance à Dieu.

Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de réduire le temps d'arrêt au péage

Ceci est un message de la SAFER

Mieux connaître la SAFER

Présentation Le gouvernement togolais est préoccupé par la détérioration sans cesse croissante du patrimoine routier national. Créé par décret N° 2012-013/PR du 26 mars 2012, la SAFER est en effet, un établissement public, doté d'une personnalité juridique, d'une autonomie financière et administrative. Notre mission La SAFER a pour mission d'assurer le financement de l'entretien du réseau routier national, sur la base d'un programme annuel des travaux. Instances dirigeantes Elle est placée sous la double tutelle des ministères en charge des travaux publics et des finances. Elle est administrée par un conseil de surveillance et un conseil d'administration. Le conseil d'administration est présidé par un représentant du secteur privé. Nos ressources Les ressources de la SAFER sont, à ce jour, constituées uniquement de 2 sources de recettes : 1. Les droits d'accise prélevés sur les produits pétroliers (70% des ressources globales) : ils sont collectés et reversés à la SAFER par l'Office Togolais des Recettes (OTR) ; et 2. Les droits d'usage de la route collectés aux postes de péage (30 % des ressources globales). Nos perspectives Le principal défi de la SAFER réside dans le renforcement de son autonomie financière qui consistera dans la mobilisation de ressources additionnelles. Pour y parvenir, des études prospectives ont identifié de nouvelles sources de recettes. Il s'agit : 1. du relèvement des tarifs des péages ainsi que la mise en service de nouveaux péages ; 2. de l'instauration d'une contribution annuelle des usagers (vignette automobile) destinée à l'entretien routier. Cette contribution perçue annuellement pourrait s'appliquer à l'ensemble du parc automobile togolais comprenant à la fois les véhicules légers, les camions et les motocycles. Par ailleurs, la SAFER s'est engagée aux côtés du gouvernement à renforcer les opérations de contrôle des charges à l'essieu des camions, dont les surcharges constituent un facteur important de dégradation précoce du réseau routier togolais. Nos résultats En cinq années, l'entretien routier au Togo a connu une avancée significative. Ces résultats à l'actif de la SAFER en si peu de

temps sont satisfaisants, d'après la société civile togolaise et les commentaires des partenaires techniques qui apportent leur appui à l'institution. Quelques chiffres illustratifs : § en 2013 : 1826 km de routes et pistes rurales entretenues ; § en 2014 : 1335 km de routes et pistes rurales entretenues ; § en 2015 : 1648 km de routes et pistes rurales entretenues ; § en 2016 : 1945 km de routes et pistes rurales entretenues ; § en 2017 : 1095 km de routes et pistes rurales entretenues. Organismes d'affiliation La SAFER est membre de l'Association des Fonds d'Entretien Routier Africains (AFERA). À ce titre, elle fait partie du Groupe Focal Afrique de l'Ouest (GFAO), un démembrement sous-régional de la même organisation. Notre appel La SAFER compte sur une approche consensuelle et participative avec tous les acteurs pour gagner le pari de ses ambitions. Elle reste donc ouverte aux partenaires qui désireraient lui apporter leurs appuis sous quelque forme que ce soit. Appui aux collectivités Il s'agit des appuis faits pour le recyclage permanent des acteurs de l'entretien routier à travers le CERFER et aux projets d'intérêt communautaire pilotés par les collectivités locales dans le but de soutenir l'action du gouvernement auprès des populations à la base. Un nombre important de projets communautaires ont été réalisés dans les zones où sont implantés les postes de péage à savoir : L

La SAFER automatise ses postes de péage

L'automatisation offre aux usagers trois (03) possibilités de paiement au franchissement des postes de péage

SERVICES OFFERTS Société Autonome de Financement de l'Entretien

Le paiement par cartes, par vignettes ou par téléphone est réservé aux usagers abonnés. Un mécanisme de recharge via les téléphones mobiles sera disponible sous peu pour permettre aux abonnés de faire leur recharge. Dans cette phase, les abonnements se feront à la direction de la SAFER, sise à Cacavéli sur la Route Nationale N°1 et sur les trois postes de péage automatisés

La cour de justice de la CEDEAO lève la suspension du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée devant elle

Les citoyens desdits pays peuvent de nouveau saisir la cour

Il n'est de nouveau pour personne que le Mali, le Burkina Faso et la Guinée, des pays à forte turbulence institutionnelle sont suspendus des instances de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Cette décision à l'aune de la décision de suspension de toutes les procédures de saisine de la cour de justice de la CEDEAO concernant lesdits pays le 30 septembre 2021 refait surface. En effet, les délibérations de la séance de concertation tenue par le collège des honorables juges de la cour de justice de la CEDEAO sur la portée de la décision de suspension desdits Etats membres ont décidé de la levée de la



suspension des procédures desdits pays pendante devant elle.

En conséquence la cour de justice de la CEDEAO par une note d'information signée du greffier en chef de la cour PHD Yaouza Ouro-Sama informe les citoyens du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée qu'ils sont désormais libres de saisir la cour à leur guise.

Kav Elite: les collections Arc-en-ciel présentées au public

Kav Elite, de son vrai nom Kavsoyl Batoka a présenté samedi au public de Lomé ses collections Arc-en-ciel. Première sortie pour la styliste-modéliste togolaise, la soirée du 26 novembre marque la consécration de l'artiste après plus de 20 ans de travail.

Les collections de Kav Elite ont été présentées en 3 tableaux. Le Travail, la Foi et la Réussite, chacun de ces tableaux racontent une histoire typiquement africaine mettant en exergue le savoir-faire, le sérieux et la compétence de l'artiste.

« Pour moi, la mode est

une multitude d'idées, d'inspiration et de créativité. C'est pourquoi j'ai appelé ces collections Arc-en-ciel », a expliqué Kav Elite

Kav Elite toujours dans ses œuvres

Dans sa profession, Kav Elite s'est toujours montrée disciplinée et proactive. Avec ses œuvres, elle modifie ses idées maîtresses au gré de ses envies. Ses collections ont déjà fait la une des célèbres magazines ivoirien « Life magazine », et français « Brut », par le biais d'une de ses illustres clientes, en la personne du Coach ivoirienne Hammond chic.



« Pour ceux qui se demandent pourquoi c'est après 22 ans que je fais ma première sortie, j'aimerais leur répondre que j'ai pris tout mon temps pour

m'occuper de la clientèle. A présent que j'ai une famille très solide en clientèle autour de moi, j'ai décidé de consacrer mon savoir-faire publiquement », a clarifié

Mme Batoka.

La soirée de présentation a été agrémentée par des artistes chanteurs en l'occurrence All one, Senza, les frères Sitougan et King Mensah

Les premières dames et l'international

Kav Elite habille également des premières dames africaines. Elle a eu l'honneur d'être invitée sur la grande scène de la 9^e édition du Festival international de mode.

Sa dernière collection « Gneto-lim » a retenu l'attention de plus d'un et fait la une de plusieurs médias de la capitale. Kav Elite utilise tout type de pagne et habille hommes, femmes, petits et grands.

Source: TBN

La cybersécurité, une priorité absolue au Togo

Comme le reste du monde, l'Afrique est marquée par une transformation numérique à grande vitesse soutenue par l'utilisation accrue des Technologies de l'information et de la communication (Tic). L'accroissement des services digitalisés offerts par les entreprises et l'Etat demande une vigilance pour fermer la porte aux menaces cybercriminelles. Le Togo ne lésine pas sur les moyens pour protéger les données des citoyens.

Le Togo a entrepris de nombreuses réformes

profondes ces dernières années qui ont rapproché les pas vers la numérisation de l'administration (e-gouvernement), l'utilisation de la biométrie, l'inclusion financière grâce à des solutions digitales comme le portemonnaie électronique, etc.

Un pays actif dans la lutte contre la cybercriminalité

Dans le premier trimestre de 2022, un Sommet de la cybersécurité a rassemblé des représentants de pays dans la capitale Lomé. Ce sont les chefs d'Etats, ministres de

gouvernement, différents acteurs du secteur privé, leaders de la société civile pour ne citer que ceux-là.

La rencontre a permis de réfléchir aux solutions idoines capables de renforcer la lutte des Etats en matière de cybersécurité. Plus de 6 500 participants ont pris part au Sommet, 29 pays étaient représentés à Lomé, avec la présence de 14 ministres.

Le Togo peut compter sur l'Ancy

L'Agence nationale de la cybersécurité déploie ses ailes sur le secteur pour une

sécurité et une souveraineté numérique du pays. Le Togo qui a mis en œuvre une politique pour l'aménagement numérique du territoire peut s'appuyer sur l'Ancy pour cadenasser son cyberspace.

C'est en décembre 2018 que le projet de loi portant création de l'Ancy a été voté. Il garantit la cybersécurité avec comme corollaire, la répression de la cybercriminalité. L'Ancy est la principale autorité en matière de sécurité et de défense des systèmes d'information du pays.

L'Ancy mais pas que

A côté, l'infrastructure Data Center Carrier Hotel inaugurée en juin 2021 sauvegarde et sécurise les données nationales, offre aux opérateurs privés des services d'hébergement de serveurs en colocation, assure une utilisation optimisée des réseaux pour tous. Devenir un hub numérique et logistique a un prix. Il n'est pas plus fort que le Togo qui est prêt à tout pour permettre à la population de profiter de la technologie sans en regretter le revers de la médaille.

Hausse du budget de l'Etat togolais, exercice 2023

Le développement durable est dépensier mais en même temps garant du bien-être social et économique dans tout pays du monde. Chaque année, l'Etat togolais établit un budget qui lui permet de faire face de façon optimale aux besoins des populations ou des ménages sur le territoire. L'année 2023 n'échappera pas à la tradition.

Le budget de l'Etat est un document juridique adopté par la législature et approuvé par le président de la République. En réalité, c'est un budget annuel qui décrit les recettes et les

dépenses de l'Etat pour une année civile (1er janvier au 31 décembre).

Les deux principaux éléments d'un budget sont les recettes et les dépenses. Les recettes d'un Etat peuvent provenir des transferts fédéraux, des impôts des sociétés et des particuliers, des taxes à la consommation, des fonds des services de santé, des entreprises du gouvernement. Les dépenses elles, comprennent celles effectuées par l'Etat et les collectivités locales.

Evolution du budget

Dans la première moitié du

mois de novembre 2022, le Conseil des ministres a examiné et adopté l'avant-projet de loi de finances, exercice 2023. Conformément à la feuille de route gouvernementale, il prend en compte les priorités du pays en matière de développement.

Il est dédié aux secteurs sociaux 623,4 milliards de francs contre 522,2 milliards en 2022, ce qui fait une hausse de 19,6%. Le budget de l'Etat ressorti de l'avant-projet de loi de finances, exercice 2023, est projeté à 1 957,9 milliards de francs CFA en ressources et

charges contre 1 875,8 milliards dans la loi de finances rectificative 2022, équivalent à une hausse de 4,4%.

Augmentation des recettes budgétaires

On projette une progression des recettes budgétaires de 117 milliards de francs. Elles s'établiront ainsi à 1 187,2 milliards, cela traduit une hausse de 10,9%. Le pouvoir exécutif projette le taux de croissance économique à 5,8% en 2022 contre 6% atteint en 2021. Aussi, le taux de croissance du PIB réel est calculé à 6,6%

en 2023 avec un taux d'inflation maîtrisé.

Entre autres interventions socioéconomiques de taille, le gouvernement va poursuivre les actions de riposte afin d'atténuer l'impact de la pandémie à coronavirus sur l'économie nationale, optimiser les mesures de soutien pour renforcer la résilience de la population face aux effets de la crise russo-ukrainienne, consolider les projets de filets sociaux et services sociaux collectifs de base, construire des infrastructures, etc.

Le Togo désormais outillé pour le traitement de tout type de cancer

Le cancer est une maladie provoquée par la transformation de cellules qui deviennent anormales et se multiplient de façon excessive. Les cellules dérégulées forment ensuite une masse appelée une tumeur maligne. Mais encore, elles ont tendance à envahir les tissus voisins et à se détacher de la tumeur. Le Togo veut combattre efficacement cette maladie dangereuse qui est un frein au développement durable.

19 millions de nouveaux cas de cancer avec 10 millions de décès ont été enregistrés en

2020 dans le monde. La même année au Togo, il a été dénombré 5 208 nouveaux cas de cancer avec 3 468 décès. Le mal va perdre du terrain avec le nouveau centre de traitement du cancer.

Une infrastructure déjà prête

Le Togo dispose maintenant d'un Centre international de cancérologie de Lomé (CICL) inauguré le 03 novembre 2022 par le ministère de la Santé à Amadahomé dans la commune du Golfe 5. Le centre togolais de cancérologie est considéré comme l'un des plus équipés et

les plus adaptés dans toute la sous-région africaine.

Pour une bonne survie, 70-75% des patients doivent bénéficier de la radiothérapie. Justement, le centre abrite des spécialités comme la radiothérapie, la chimiothérapie, l'imagerie, le dépiquage, la prévention et les soins de supports.

Missions

Le Centre international de cancérologie fera d'Amadahomé (Adidogomé) un hub hospitalier de grande envergure. C'est une infrastructure de lutte contre tous les types de cancer, avec

pour mission d'offrir aux patients du pays et de la sous-région, des traitements conformes aux standards internationaux grâce à un personnel qualifié et en nombre suffisant.

Des appareils sanitaires de dernière génération

L'ouvrage de Lomé dispose d'un nombre important d'appareils de traitement comme celui de la radiothérapie avec une technologie VMAT (irradiation avec modulation d'intensité volumétrique par arc thérapie). C'est un appareil moderne en

matière de radiothérapie qui permet de traiter de façon spécifique la lésion de cancer en évitant les organes avoisinants. Des soins efficaces à des coûts bas

Pour traiter le cancer, trois grands moyens sont utilisés : la chirurgie, la radiothérapie et la chimio. Le CICL a déjà des chirurgiens. La chimio et la radiothérapie sont également disponibles et à moindre coût. Le pays a l'un des coûts les plus bas de la sous-région, de quoi inciter les citoyens à se faire dépister au moins une fois par an.

SAFER
Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier

ENTRETIEN ROUTIER
GESTION DES POSTES DE PEAGE
APPUI A CERTAINS PROJETS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de réduire le temps de d'arrêt au péage.

Ceci est un message de la SAFER

Route nationale n°1 (Agomé Cocoveli) Lomé-Togo 08BP-8646 Tél: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES

SAFER
Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier

La SAFER

ENTRETIEN ROUTIER

GESTION DES POSTES DE PEAGE

APPUI A CERTAINS PROJETS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Route nationale n°1 (Agomé Cocoveli) Lomé-Togo 08BP-8646 Tél: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES

C'est Reparti!

30 Nov 17ème
18 Dec
2022
Foire
Internationale de LOMÉ
Foire de toutes les opportunités

7 BONNES RAISONS DE PARTICIPER À LA FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ

- Rencontrer de nouveaux partenaires
- Promouvoir vos produits et services
- Développer votre image de marque et accroître votre notoriété publique
- Accéder à un marché international
- Trouver des opportunités d'investissement
- Permettre aux pays africains de montrer leurs richesses
- Participer au développement du Togo, de la CEDEAO et de l'Afrique

www.cetef.tg

CEDEF LOMÉ
+228 22 20 78 79 / 84 20 79 79

CEDEF LOMÉ

d'A Vision FRIQUE

Multimédia, presse, publications d'informations, d'analyses et de publicités.

Siège social :
2ème rue derrière
EPP Kéliégougan
Récépissé:
N° 0508/02/02/15 HAAC
BP : 80349 Lomé-Togo
Tel : 90 11 87 88

Directeur Général;
chargé de la publication
Adam ADJRONOU
Tel : 90 11 87 88

Email:
adamadjronou@gmail.com
Site: www.afrique-vision.com

Rédaction
Adam ADJRONOU
Norbert DANSOU
Cuidi AMA

Infographie:
Benjamin K. Tchabi
Imprimerie
Direct print
Tirage:
2500 exemplaires